

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16430]

11 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention en faveur des établissements fermés depuis le 2 novembre 2020 par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses réglementations

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

Vu le rapport du 25 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 novembre 2020;

Vu l'avis 68.396/2 du Conseil d'État, donné le 7 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant le Comité de concertation du 30 octobre 2020;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020;

Considérant l'obligation pour les entreprises considérées comme non-essentielles de fermer depuis le 2 novembre 2020;

Considérant que, suite à ces nouvelles mesures de fermeture, les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 sur le fonds extraordinaire de solidarité suite à la crise du COVID-19 – volet économie;

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

Considérant que la mesure permet d'introduire les demandes d'interventions financières depuis le 16 novembre 2020, il y a lieu de rétroagir au 17 novembre 2020, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 12 novembre 2020 précité, dans la mesure où une nouvelle alternative pour les demandeurs est laissée aux entreprises qui ne respecteraient pas la condition visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, relative au chiffre d'affaires des troisièmes trimestres 2019 – 2020;

Considérant que selon le principe d'égalité de traitement des entreprises, il y a lieu de rétroagir;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Intervention en faveur des établissements fermés depuis le 2 novembre 2020 par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations sociales;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

Art. 2. L'intervention est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

Art. 3. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention à l'entreprise qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 2 novembre 2020 et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

1° 45.113 du Code NACE-BEL;

2° 45.193 à 45.194 du Code NACE-BEL;

3° 45.206 du Code NACE-BEL;

4° 45.320 du Code NACE-BEL;

5° 45.402 du Code NACE-BEL;

6° 47 du Code NACE-BEL, à l'exception des codes NACE-BEL 47.111 à 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 à 47.526, 47.529, 47.610;47.620, 47.730 à 47.760, 47.781, 47.784, 47.810, 47.910;

7° 55.202 du Code NACE-BEL;

8° 55.300 du Code NACE-BEL;

9° 56.210 du Code NACE-BEL;

10° 56.302 du Code NACE-BEL;

11° 59.140 du Code NACE-BEL;

12° 68.311 du Code NACE-BEL;

13° 74.201 du Code NACE-BEL;

14° 79.110 du Code NACE-BEL;

15° 79.120 du Code NACE-BEL;

16° 79.901 du Code NACE-BEL;

17° 79.909 du Code NACE-BEL;

18° 82.300 du Code NACE-BEL;

19° 85.510 du Code NACE-BEL;

20° 85.520 du Code NACE-BEL;

21° 85.531 du Code NACE-BEL;

22° 85.532 du Code NACE-BEL;

23° 90.021 du Code NACE-BEL;

24° 90.041 du Code NACE-BEL;

25° 90.042 du Code NACE-BEL;

26° 91.030 du Code NACE-BEL;

27° 91.041 du Code NACE-BEL;

28° 92 du Code NACE-BEL;

29° 93.211 du Code NACE-BEL;

30° 93.291 du Code NACE-BEL;

31° 93.292 du Code NACE-BEL;

32° 93.299 du Code NACE-BEL;

33° 96.02 du Code NACE-BEL;

34° 96.04 du Code NACE-BEL;

35° 96.092 à 96.094 du Code NACE-BEL;

36° 96.099 du Code NACE-BEL.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1er, du Code de droit économique.

Est exclue de l'intervention visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise qui a bénéficié d'une prime octroyée par une autre entité fédérée dans le cadre de la crise liée au coronavirus COVID-19 ou qui a bénéficié d'une intervention financière octroyée dans le cadre l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er} pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

Art. 4. L'intervention est de :

- 1° 2.250 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- 2° 3.750 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 5;
- 3° 5.250 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10;
- 4° 6.750 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Art. 5. L'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention via un formulaire sur la plateforme web à partir du 16 décembre 2020 et jusqu'au 31 janvier 2021 inclus.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, notamment, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;
- 4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux et relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 3, alinéa 1^{er}.

Le montant de l'intervention est calculé par l'Administration, conformément à l'article 4, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 6. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

Art. 7. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'intervention.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'intervention et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention est accordée.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19*

Art. 8. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 est complété par un 8° rédigé comme suit : « 8° l'activité saisonnière : l'activité d'une entreprise qui est soumise à des variations de chiffre d'affaires liés à la période de l'année au cours de laquelle elle s'exerce. ».

Art. 9. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots : « ou du quatrième trimestre 2019 dans le cas visé à l'alinéa 2 »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Si l'entreprise ne répond pas à la condition visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, et que son activité est réalisée habituellement au quatrième trimestre en raison d'une activité saisonnière, le chiffre d'affaires est calculé sur base du quatrième trimestre 2020 par rapport au chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2019.

Le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020 correspondent aux mois d'octobre, novembre et décembre de leurs années respectives. ».

Art. 10. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté les mots « jusqu'au 15 décembre 2020 inclus » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 janvier 2021 inclus ».

Art. 11. L'article 7 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Si l'entreprise est dans la situation visée à l'article 4, alinéa 2, l'Administration suspend sa décision dans l'attente de connaître les données relatives au chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2020 qui sont communiquées conformément à l'article 5, alinéa 5. »

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, excepté les articles 8, 9 et 10 qui produisent leur effet le 17 novembre 2020.

Art. 13. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/16430]

11. DEZEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten von Betrieben, die infolge eines Beschlusses im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise seit dem 2. November 2020 geschlossen sind, und zur Abänderung verschiedener Vorschriften

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 25. November 2020;

Aufgrund der am 25. November 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. November 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. Dezember 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.396/2 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 30. Oktober 2020;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

In Erwägung der den als nicht wesentlich betrachteten Unternehmen seit dem 2. November 2020 auferlegten Schließungspflicht;

In der Erwägung, dass infolge dieser neuen Schließungsmaßnahmen die Umsätze der betroffenen Unternehmen zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der Unternehmen zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt wird;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. November 2020 in Bezug auf den außerordentlichen Solidaritätsfonds anschließend an die COVID-19-Krise - Abschnitt Wirtschaft;

In Erwägung der Notwendigkeit, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise abzuändern;

In Erwägung der Tatsache, dass die Maßnahme die Einreichung von Anträgen auf finanzielle Beihilfen seit dem 16. November 2020 ermöglicht, ist es angebracht, eine Rückwirkung bis zum 17. November 2020, d.h. dem Datum des Inkrafttretens des vorgenannten Erlasses vom 12. November 2020, gelten zu lassen, insofern den Unternehmen, die die in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung in Bezug auf den Umsatz der dritten Quartale 2019-2020 nicht erfüllen würden, eine neue Alternative für die Antragsteller geboten wird;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung erforderlich ist, um den Grundsatz der Gleichbehandlung der Unternehmen zu beachten;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Beihilfe zugunsten von Betrieben, die infolge eines Beschlusses im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise seit dem 2. November 2020 geschlossen sind*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlen muss;

4° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

Art. 2 - Die Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

Art. 3 - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine Beihilfe den Unternehmen, die vor dem 2. November 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaßen, und deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

1° 45.113 des NACE-BEL-Codes;

2° 45.193 bis 45.194 des NACE-BEL-Codes;

3° 45.206 des NACE-BEL-Codes;

4° 45.320 des NACE-BEL-Codes;

5° 45.402 des NACE-BEL-Codes;

6° 47 des NACE-BEL-Codes, mit Ausnahme der Nummern 47.111 bis 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 bis 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 bis 47.760, 47.781, 47.784, 47.810 und 47.910 des NACE-BEL-Codes;

7° 55.202 des NACE-BEL-Codes;

8° 55.300 des NACE-BEL-Codes;

9° 56.210 des NACE-BEL-Codes;

10° 56.302 des NACE-BEL-Codes;

11° 59.140 des NACE-BEL-Codes;

12° 68.311 des NACE-BEL-Codes;

13° 74.201 des NACE-BEL-Codes;

14° 79.110 des NACE-BEL-Codes;

15° 79.120 des NACE-BEL-Codes;

16° 79.901 des NACE-BEL-Codes;

17° 79.909 des NACE-BEL-Codes;

18° 82.300 des NACE-BEL-Codes;

19° 85.510 des NACE-BEL-Codes;

20° 85.520 des NACE-BEL-Codes;

21° 85.531 des NACE-BEL-Codes;

22° 85.532 des NACE-BEL-Codes;

23° 90.021 des NACE-BEL-Codes;

24° 90.041 des NACE-BEL-Codes;

25° 90.042 des NACE-BEL-Codes;

26° 91.030 des NACE-BEL-Codes;

27° 91.041 des NACE-BEL-Codes;

28° 92 des NACE-BEL-Codes;

29° 93.211 des NACE-BEL-Codes;

30° 93.291 des NACE-BEL-Codes;

31° 93.292 des NACE-BEL-Codes;

32° 93.299 des NACE-BEL-Codes;

33° 96.02 des NACE-BEL-Codes;

34° 96.04 des NACE-BEL-Codes;

35° 96.092 bis 96.094 des NACE-BEL-Codes;

36° 96.099 des NACE-BEL-Codes.

Die Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Unternehmen, die eine von einer anderen föderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise gewährte Prämie erhalten haben, oder die in den Genuss einer finanziellen Beihilfe gekommen sind im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise geschlossen wurden, haben keinen Anspruch auf die Beihilfe nach Absatz 1.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

Art. 4 - Die Beihilfe beläuft sich auf:

- 1° 2.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 3.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- 3° 5.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als ist;
- 4° 6.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Art. 5 - Das Unternehmen reicht seinen Antrag auf Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars ab dem 16. Dezember 2020 bis einschließlich 31. Januar 2021 bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen insbesondere folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen insbesondere, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 3 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der Beihilfe wird gemäß Artikel 4 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 6 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 7 - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf Beihilfe.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf Beihilfe aus und informiert das Unternehmen, das seinen Antrag auf spezifische Beihilfe vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe gewährt wird.

*KAPITEL II — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020
über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise*

Art. 8 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise wird um eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "8° saisonbedingte Tätigkeit: die Tätigkeit eines Unternehmens, die Schwankungen des Umsatzes unterliegt, die mit dem Zeitraum des Jahres, in dem sie ausgeübt wird, zusammenhängen. "

Art. 9 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die folgenden Wörter zwischen "während des dritten Quartals 2019" und "erzielt wurde" eingefügt: "oder des vierten Quartals 2019 im in Absatz 2 genannten Fall";

2° zwischen die Absätze 1 und 2 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Wenn das Unternehmen die Bedingung nach Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 nicht erfüllt, und seine Tätigkeit wegen einer saisonbedingten Tätigkeit üblicherweise im vierten Quartal geleistet wird, wird der Umsatz auf der Grundlage des vierten Quartals 2020 im Verhältnis zum Umsatz des vierten Quartals 2019 berechnet.

Das vierte Quartal 2019 und das vierte Quartal 2020 entsprechen den Monaten Oktober, November und Dezember des jeweiligen Jahres."

Art. 10 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "bis einschließlich 15. Dezember 2020" durch die Wörter "bis einschließlich 31. Januar 2021" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 7 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Wenn sich das Unternehmen in der in Artikel 4 Absatz 2 genannten Situation befindet, setzt die Verwaltung ihre Entscheidung aus, bis die Daten zum Umsatz im vierten Quartal 2020 vorliegen; diese werden gemäß Artikel 5 Absatz 5 mitgeteilt."

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 8, 9 und 10, die am 17. November 2020 wirksam werden.

Art. 13 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16430]

11 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die sinds 2 november 2020 per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19 et tot wijziging van diverse regelgevingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19;

Gelet op het verslag van 25 november 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 november 2020;

Gelet op het advies nr. 68.396/2 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het Overlegcomité van 30 oktober 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de verplichting voor de ondernemingen die sinds 2 november 2020 als niet-essentieel worden beschouwd, om hun activiteiten stop te zetten;

Overwegende dat de ondernemingen getroffen door deze nieuwe sluitingsmaatregelen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat het fundamenteel is dat deze steun onverwijld wordt gestort;

Gelet op de beslissing van de Waalse regering van 26 november 2020 over buitengewoon solidariteitsfonds ten gevolge van de crisis COVID-19 - economisch luik;

Gelet op de noodzaak om het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19 te wijzigen;

Overwegende dat de maatregel het mogelijk maakt om aanvragen voor financiële tegemoetkomingen in te dienen vanaf 16 november 2020, is het passend om met terugwerkende kracht toe te passen tot 17 november 2020, de datum van inwerkingtreding van voormeld besluit van 12 november 2020, voor zover een nieuw alternatief voor aanvragers wordt overgelaten aan ondernemingen die niet voldoen aan de voorwaarde van artikel 3, eerste lid, 2°, met betrekking tot de omzet voor de derde kwartalen 2019 - 2020;

Overwegende dat er overeenkomstig het beginsel van gelijke behandeling van ondernemingen met terugwerkende kracht moet worden opgetreden;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die sinds 2 november 2020 per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° Minister: de Minister van Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen dient te betalen;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

Art. 2. De tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

Art. 3. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een specifieke tegemoetkoming toe aan de onderneming die in het Waals Gewest voor 2 november 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1° 45.113 van de NACE-BEL-code;
- 2° 45.193 tot en met 45.194 van de NACE-BEL-code;
- 3° 45.206 van de NACE-BEL-code;
- 4° 45.320 van de NACE-BEL-code;
- 5° 45.402 van de NACE-BEL-code;
- 6° 47 van de NACE-BEL-code met uitzondering van 47.111 à 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 à 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 à 47.760, 47.781, 47.784, 47.810 en 47.910 van de NACE-BEL-code;
- 7° 55.202 van de NACE-BEL-code;
- 8° 55.300 van de NACE-BEL-code;
- 9° 56.210 van de NACE-BEL-code;
- 10° 56.302 van de NACE-BEL-code;
- 11° 59.140 van de NACE-BEL-code;
- 12° 68.311 van de NACE-BEL-code;
- 13° 74.201 van de NACE-BEL-code;
- 14° 79.110 van de NACE-BEL-code;
- 15° 79.120 van de NACE-BEL-code;
- 16° 79.901 van de NACE-BEL-code;
- 17° 79.909 van de NACE-BEL-code;
- 18° 82.300 van de NACE-BEL-code;
- 19° 85.510 van de NACE-BEL-code;
- 20° 85.520 van de NACE-BEL-code;
- 21° 85.531 van de NACE-BEL-code;
- 22° 85.532 van de NACE-BEL-code;
- 23° 90.021 van de NACE-BEL-code;
- 24° 90.041 van de NACE-BEL-code;
- 25° 90.042 van de NACE-BEL-code;
- 26° 91.030 van de NACE-BEL-code;
- 27° 91.041 van de NACE-BEL-code;
- 28° 92 van de NACE-BEL-code;
- 29° 93.211 van de NACE-BEL-code;
- 30° 93.291 van de NACE-BEL-code;
- 31° 93.292 van de NACE-BEL-code;
- 32° 93.299 van de NACE-BEL-code;
- 33° 96.02 van de NACE-BEL-code;
- 34° 96.04 van de NACE-BEL-code;
- 35° 96.092 tot en met 96.094 van de NACE-BEL-code;
- 36° 96.099 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

Uitgesloten van de financiële tegemoetkoming als bedoeld in lid 1 wordt de onderneming die een premie kreeg, toegekend door een ander deelgebied in het kader van de COVID-19 crisis of die een specifieke tegemoetkoming kreeg overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een specifieke toekenning ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie.

Art. 4. De tegemoetkoming bedraagt:

- 1° 2.250 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- 2° 3.750 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 5;
- 3° 5.250 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 4° 6.750 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

Art. 5. De onderneming dient haar aanvraag voor een tegemoetkoming via het webplatform bij de Administratie in, van 16 december 2020 tot en met 31 januari 2021.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 3, lid 1.

Het bedrag van de tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 4 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 6. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de tegemoetkomingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

Art. 7. De Administratie gaat na, of de aanvraag voor een tegemoetkoming ontvankelijk is.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een tegemoetkoming op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de aanvraag voor een tegemoetkoming definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de tegemoetkoming wordt toegekend.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19*

Art. 8. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19 wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt: "8° seizoensgebonden activiteit : de activiteit van een onderneming die onderhevig is aan omzetschommelingen die verband houden met de periode van het jaar waarin ze wordt uitgeoefend."

Art. 9. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende woorden : "of het vierde kwartaal van 2019 in het in lid 2 bedoelde geval";

2° tussen de leden 1 en 2 worden twee leden ingevoegd die als volgt luiden: "Indien het bedrijf niet voldoet aan de in de artikel 3, eerste lid, 2°, genoemde voorwaarde en de activiteit gewoonlijk in het vierde kwartaal wordt verricht wegens seizoensgebonden activiteit, wordt de omzet berekend op basis van het vierde kwartaal van 2020 ten opzichte van de omzet van het vierde kwartaal van 2019.

Het vierde kwartaal van 2019 en het vierde kwartaal van 2020 komen overeen met de maanden oktober, november en december van hun respectieve jaren."

Art. 10. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "tot en met 15 december 2020" vervangen door de woorden "tot en met 31 januari 2021".

Art. 11. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt: "Indien de onderneming zich in de in artikel 4, lid 2, bedoelde situatie bevindt, schort de Administratie haar beslissing op in afwachting van de ontvangst van de overeenkomstig artikel 5, vijfde lid, meegedeelde gegevens over de omzet over het vierde kwartaal van 2020.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van de artikelen 8, 9 en 10 die uitwerking hebben met ingang van 17 november 2020.

Art. 13. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS